

**Question écrite n°3646 - Sujet : Télémédecine**

**Auteur(s)** : Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Député  
**Destinataire(s)** : Madame Lydia Mutsch, Ministre de la Santé  
**Date limite de réponse à la question** : 26-03-2018

**Evènement(s) :**

Date	Description	Liens
26-02-2018	Dépôt de la question	Document écrit de la question
16-03-2018	Changement de destinataire(s) Ancien(s) destinataire(s) : Madame Lydia Mutsch, Ministre de la Santé; Monsieur Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale Nouveau(x) destinataire(s) : Madame Lydia Mutsch, Ministre de la Santé	Document annexe : Changement de destinataire
26-03-2018	Délai de réponse dépassé	
27-03-2018	Réponse écrite de Madame Lydia Mutsch, Ministre de la Santé	Document écrit de la réponse



FRAKTION



Herrn Mars Di Bartolomeo  
Präsident der Abgeordnetenversammlung  
Luxemburg

Luxemburg, den 26. Februar 2018

Herr Präsident,

Gemäß Artikel 80 der Geschäftsordnung der Abgeordnetenversammlung, bitte ich Sie, die vorliegende parlamentarische Anfrage an die Gesundheitsministerin sowie den Minister für soziale Sicherheit weiterzuleiten.

Rezenten Presseberichten zufolge sollen in Deutschland künftig Patienten auch während sogenannten Onlinesprechstunden über elektronische Kommunikationsmedien wie Skype behandelt werden dürfen. Um dies zu ermöglichen will die Bundesärztekammer das Fernbehandlungsverbot lockern und ausschließliche Beratung oder Behandlung über elektronische Kommunikationsmedien erlauben, wenn dies im Einzelfall ärztlich vertretbar ist. Mit dieser Öffnung soll vor allem das Problem des Ärztemangels in ländlichen Regionen eingedämmt werden.

Die Schweiz ist bekanntlich Vorreiter in der Telemedizin, da bereits seit dem Jahr 2000 rund um die Uhr ärztliche Beratungen per Telefon oder Video stattfinden und Rezepte ausgestellt werden.

In Anbetracht dieser Informationen, möchte ich folgende Fragen an die zuständigen Minister stellen:

- Hat die Regierung sich mit der Thematik der Telemedizin auseinandergesetzt und wenn ja, wie ist ihre Position dazu? Was wären Vor- und Nachteile der Telemedizin in Luxemburg? Würde die Telemedizin eine erhebliche Verbesserung der Basisversorgung im Sinne der Patienten mit sich bringen oder ist das Risiko von Fehldiagnosen zu hoch?
- Wenn nicht, gedenkt die Regierung sich über diese Möglichkeiten der Telemedizin zu informieren und eventuell eine Studie über die Möglichkeiten der Telemedizin in Luxemburg in Auftrag zu geben?

Es zeichnet hochachtungsvoll,

Jean-Marie Halsdorf  
Abgeordneter



CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier suivi par Christian Alff  
Service des séances plénières et  
secrétariat général  
Tél : 466.966.223  
Fax : 466.966.210  
e-mail : calff@chd.lu

Monsieur Fernand Etgen  
Ministre aux Relations avec le Parlement  
Luxembourg

Luxembourg, le 26 février 2018

Objet : Question parlementaire n° 3646 du 26.02.2018 de Monsieur le Député Jean-Marie  
Halsdorf - Télémédecine

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous communiquer par la présente la question parlementaire sous objet.

Je vous prie de bien vouloir me faire parvenir la réponse du Gouvernement dans le délai d'un  
mois afin que je puisse la faire publier avec la question au compte rendu.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Mars Di Bartolomeo  
Président de la Chambre des Députés



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de la Sécurité sociale

Dossier suivi par : Karin Manderscheid  
Tél. (+352) 247-86352



Monsieur le Ministre  
aux Relations avec le Parlement  
Service Central de Législation  
43, boulevard Roosevelt  
L-2450 LUXEMBOURG

Luxembourg, le 9 mars 2018


Référence : 823xac344

Objet : Question parlementaire n°3646 de Monsieur le député Jean-Marie-Halsdorf  
concernant la télémédecine

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous informer que le Ministère de la Sécurité sociale n'a pas de compétences  
en ce qui concerne la question parlementaire spécifiée sous rubrique.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération très distinguée.

  
Romain SCHNEIDER  
Ministre de la Sécurité sociale

Le Ministre aux Relations avec le Parlement SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION	
Reg.:	SCL:
Entré le: 15 MARS 2018	
CE:	CHD:
A traiter par:	
Copie à:	



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de la Santé

Dossier suivi par: JOME Laurent  
Tel: 247 85510  
Email: laurent.jome@ms.etat.lu



Monsieur le Ministre  
aux Relations avec le Parlement  
Service central de Législation  
43, boulevard Roosevelt  
L-2450 Luxembourg

Luxembourg, le 27 mars 2018

**Concerne:** Question parlementaire n° 3646 du 26 février 2018 de Monsieur le Député Jean-Marie Halsdorf

**Réf. :** 824x08441

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe la réponse de la soussignée à la question parlementaire n° 3646 du 26 février 2018 de Monsieur le Député Jean-Marie Halsdorf concernant la "Télémédecine".

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma considération très distinguée.

La Ministre de la Santé,

Lydia MUTSCH







**Réponse de Madame la Ministre de la Santé à la question parlementaire n° 3646 du 26 février 2018 de Monsieur le Député Jean-Marie Halsdorf concernant la "Télémédecine".**

---

De nombreux pays à travers le monde se sont lancés dans des programmes ambitieux et d'envergure visant à améliorer la qualité et l'efficacité des soins de santé à l'aide de nouvelles technologies de l'information et de communication. Certains pays, comme la Suisse, ont également mis en place divers outils en matière de télémédecine.

La télémédecine est une composante de la télésanté et constitue une pratique médicale à distance utilisant les technologies de l'information et de communication. Il existe divers actes de la télémédecine tels que la téléconsultation, la télé-expertise, la télésurveillance, la téléassistance médicale et la régulation médicale.

Le plan d'action en matière d'eSanté, adopté par le gouvernement, proposait dans ce cadre un nombre de projets relativement importants dont un projet en matière de télémédecine avec une stratégie d'implémentation progressive en raison de l'envergure des projets, des défis à relever et du financement nécessaire. Une implémentation du programme eSanté en trois phases majeures fut recommandée. La première phase visait à construire les bases nécessaires à l'édifice eSanté avec la création d'une Agence nationale des informations partagées dans le domaine de la santé, ainsi qu'une plateforme électronique nationale d'échange et de partage de données de santé comportant diverses applications et services visant à faciliter l'échange, le partage ou une meilleure utilisation des données de santé.

L'analyse et la conception d'un projet de télésurveillance ou d'applications en matière de télémédecine s'inscrivaient dans la deuxième phase, leur réalisation et leur déploiement dans troisième phase. En raison des faibles distances existant au Luxembourg, la mise en place de la télémédecine n'est pas prioritaire car comme le précise la Société suisse de télémédecine : son « but est de combler la distance qui sépare le patient et le médecin traitant d'une part et d'autre part les médecins entre eux », c'est-à-dire de pallier des difficultés d'accès aux soins et plus particulièrement à un déficit de médecins sur un territoire de santé.

Or, au Luxembourg, il n'existe pas de difficulté majeure à l'accès aux soins pour la population : il existe une bonne répartition des médecins sur un territoire exigu et facile d'accès en tous points. L'intérêt de la télémédecine est donc très limité.

Néanmoins, dans des cas très précis la télémédecine est pratiquée au Luxembourg : le médecin du SAMU qui diagnostique un infarctus peut envoyer l'ECG au médecin cardiologue hospitalier qui prendra le patient en charge et trouver avec le cardiologue, par téléphone, le traitement le plus adapté au patient dès les premières minutes de prise en charge au domicile. La télémédecine apporte ici un gain de temps précieux.



De même, des scanners cérébraux sont transmis depuis les différents hôpitaux au chirurgien de garde du Centre national de neurochirurgie pour avis spécialisé, ce qui évite parfois au patient un transport inutile vers le centre national.

Par ailleurs, dans le cadre du Plan national de lutte contre le Cancer 2014-2018 adopté par le gouvernement, une des actions consistait à organiser le laboratoire d'anatomopathologie de manière à garantir un résultat anatomopathologique pour des examens extemporanés dans un délai de trente minutes après exérèse de la pièce opératoire. A cette fin, un système de télépathologie dynamique entre les établissements hospitaliers et le Laboratoire national de santé (LNS) s'est progressivement mis en place en 2016 et 2017 suivant le concept validé par la plateforme nationale cancer. Afin de garantir la qualité et la sécurité des examens pratiqués à distance, des équipements techniques spéciaux ont dû être mis en place et les professionnels de santé ont suivi des formations spécifiques pour l'utilisation de cette technologie.

Par conséquent, même si la télémédecine n'est pas encore largement déployée au Luxembourg en raison de la facilité d'accès aux soins pour les patients et de la stratégie d'implémentation progressive de l'eSanté, elle y est aussi pratiquée entre professionnels de santé dans les processus de prise en charge de patients même si son champ d'application ne fait pas encore l'objet d'une réglementation spécifique.